

Urgence Palestine

vendredi 10 novembre 2006, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2006).

« Nuages d'automne » : les généraux israéliens ne manquent pas d'imagination lorsqu'ils filent la métaphore pour désigner leurs opérations les plus meurtrières. Déclenchée le 1^{er} novembre contre la bande de Gaza, et plus particulièrement contre la localité de Beit Hanoun, leur énième offensive militaire a, en quelques jours, fait des dizaines de morts et accentué l'asphyxie de ce territoire palestinien, officiellement évacué depuis l'été 2005 mais, en réalité, resté sous l'étroit contrôle de Tel-Aviv.

Au prétexte de faire cesser les tirs de roquettes Qassam en direction d'Israël, cette entreprise guerrière vise, en premier lieu, à terroriser les populations civiles. À l'image de cette manifestation de femmes devant une mosquée où s'étaient réfugiés des combattants palestiniens, contre laquelle les militaires envahisseurs ont délibérément ouvert le feu, le 3 novembre. Elle concourt à maintenir la bande de Gaza dans son statut de prison à ciel ouvert, dont les habitants sont soumis à un impitoyable blocus, ainsi qu'aux incursions incessantes ou aux raids aériens répétés de Tsahal.

De nouveau, la complicité de la « communauté internationale » saute aux yeux. Au-delà de protestations vertueuses, rien n'est fait pour stopper la politique criminelle des gouvernants israéliens. Il est vrai que cela impliquerait de prendre des sanctions à leur encontre, jusqu'à ce qu'ils respectent les droits inaliénables des Palestiniens, en commençant par évacuer immédiatement Gaza, par libérer toutes les personnes arrêtées au cours de cette opération illégale au regard même du droit international, par lever l'embargo qui place aujourd'hui des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants au bord de la catastrophe humanitaire. Décidément, dans son douloureux combat pour ses droits nationaux, pour la constitution d'un État souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale, sur l'intégralité des territoires occupés en 1967, pour la libération des prisonniers et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés, le peuple palestinien ne peut compter que sur le mouvement international de solidarité. Il y a urgence absolue à ce que nous répondions « présents » !

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2180 du 9 novembre 2006.